

Brochure n° 3302

Convention collective nationale

IDCC : 2147. – **ENTREPRISES DES SERVICES D'EAU
ET D'ASSAINISSEMENT**

**AVENANT N° 5 DU 19 MAI 2006
RELATIF AUX MOYENS DU DROIT SYNDICAL**

NOR : *ASET0650861M*

IDCC : *2147*

Entre :

Le syndicat professionnel des entreprises de services d'eau et d'assainissement (SPDE) ;

La fédération des distributeurs d'eau indépendants,

D'une part, et

La CGT-FO ;

La CFE-CGC ;

La CFDT-INTERLO ;

La CFTC,

D'autre part,

Le SPDE et les OSR se sont réunis les 16 janvier et 24 mars 2004 et, à ces occasions, ont évoqué, à l'initiative des OSR, les moyens du droit syndical dans la branche.

Dans un premier temps ont été rappelées les dispositions contenues notamment dans les alinéas 4 et 6 de l'article 8.1.1.2 de la convention collective du 12 avril 2000 qui fixaient à :

- 175 heures par année civile, le crédit global d'heures accordé à chaque OSR ;
- 15 000 F (quinze mille francs) la somme forfaitaire accordée chaque année à chacune des OSR permettant à celles-ci de couvrir une partie des frais liés au dialogue social de la branche.

A l'issue des discussions qui se sont ensuivies, les OSR ont demandé que soit revalorisé le crédit d'heures annuel ainsi que le montant de leurs moyens financiers.

Le SPDE, soucieux de donner aux OSR des moyens accrus pour leur permettre de remplir pleinement leurs missions dans les meilleures conditions d'expertise, a accepté le principe d'une augmentation de ces 2 postes au regard notamment de l'intensification des travaux de la commission paritaire (formation, référentiel métiers, mise à la retraite, emploi...)

Tel est l'objet du présent avenant.

Entre les parties, il est convenu et stipulé ce qui suit :

Article 1^{er}

Crédit d'heures

Le crédit d'heures dont dispose chaque OSR est porté, à compter de l'exercice 2006, à 300 heures par année civile. Les OSR s'engagent à fournir les éléments nécessaires à la partie employeur afin d'en organiser le suivi.

Article 2

Aides financières

La somme forfaitaire accordée annuellement à chacune des OSR pour leur permettre de couvrir une partie des frais liés au dialogue social de la branche est portée, à compter de l'exercice 2006, à 4 000 €. Le règlement de cette somme intervient au 1^{er} juillet de chaque année au titre de l'année en cours.

Article 3

Modalités de notification

Une copie de la lettre de notification de cet avenant sera envoyée concomitamment à la direction départementale du travail et de l'emploi en recommandé avec accusé de réception et aux organisations syndicales. A l'issue du délai de recours ouvert aux OSR, le SPDE demandera l'extension des présentes.

Fait à Paris, le 19 mai 2006.

(Suivent les signatures.)